

LA CONSTRUCTION NAVALE

L'AIDE RELATIVE AUX COMMANDES À L'EXPORTATION

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Je suis désolé qu'il se trouve aujourd'hui sur la sellette, au lieu de se prélasser à Harrison Hot Springs avec ses autres collègues. Comme le ministre a parlé récemment de coopération avec nos constructeurs de navires, surtout s'ils peuvent trouver de nouveaux marchés d'exportation, pourrait-il dire ce qu'il entend faire pour venir en aide à cette industrie, car elle a besoin de ces renseignements pour chercher des contrats?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, à mon avis, ce serait plutôt au ministre de l'Industrie et du Commerce de répondre à cette question. Je dirai que tous les ministères, y compris le mien, travaillent de concert et je crois que la coopération diffère selon le genre de demande que nous recevons d'un constructeur qui a obtenu une commande à l'exportation ou qui en a une en perspective. Mais j'en parlerai volontiers à mon collègue, qui vous donnera des renseignements plus précis.

M. Bell: Puis-je prendre au mot ce témoignage de courtoisie de la part du ministre des Transports et adresser ma question au ministre de l'Industrie et du Commerce, puisque c'est lui le grand responsable de la construction maritime? Le ministre voudrait-il répondre à ma question?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je m'excuse, monsieur l'Orateur, mais je n'ai pas saisi la question. Je répondais mentalement à la question posée au ministre du Revenu national à propos des billes. Le député aurait-il l'obligeance de répéter sa question?

M. Bell: Ma question portait sur les enquêtes de son ministère relativement à la construction maritime. Le ministre peut-il indiquer aux constructeurs de navires ce qu'il entend par aide et collaboration, à cette industrie dans la recherche de nouveaux contrats à l'exportation?

M. l'Orateur: A l'ordre. J'espère que le ministre répondra en peu de mots, car j'ai l'impression que la question ainsi posée est très générale et que le ministre devrait normalement y répondre dans une déclaration à l'appel des motions. Mais le ministre peut tout de même y répondre brièvement.

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, cette question sous-entend que l'industrie ne bénéficie

[M. l'Orateur.]

d'aucune aide en ce moment. De toute évidence, cette impression est fausse. L'industrie de la construction navale au Canada reçoit de fortes subventions, représentant quelque dix millions de dollars par année. L'enquête actuelle a pour but de trouver des voies et des moyens qui permettraient l'amélioration du programme de subventions. Je travaille pour les constructeurs de navires de façon presque permanente. Ainsi...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je dois interrompre le ministre. S'il veut poursuivre sur le sujet, il devra le faire dans une déclaration à l'appel des motions.

LA FONCTION PUBLIQUE

LE RETARD DES CHÈQUES DE RAPPEL

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question au ministre des Approvisionnements et Services. Le 29 octobre, en réponse à une de mes questions, il disait que l'objectif du bureau central de paye était la mise à jour avant la fin de novembre des chèques de rappel. L'objectif a-t-il été réalisé?

L'hon. James Richardson (ministre des Approvisionnements et Services): Oui, monsieur l'Orateur, nous sommes en bonne voie d'atteindre l'objectif.

LES TRANSPORTS

TERRE-NEUVE—LA PACIFIC HOVERCRAFT ET LA CÔTE SUD

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné que les moyens de transport sont limités sur la côte sud de Terre-Neuve, surtout à cause de l'indifférence du CN, le ministre s'engagerait-il à obtenir sans délai une décision de la Commission canadienne des transports relativement à la demande que lui a faite la Pacific Hovercraft Limited en vue d'assurer le service dans cette région?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai communiqué avec la Commission des transports à ce sujet bien avant que le député se rende compte de ce qui arrivait.

L'AÉROPORT DE GANDER ET LE TRANSBORDEMENT

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour mon bienveillant et bon ami, le ministre des Transports. Comme on rapporte